Le Conseil,

Vu le rapport du 14 septembre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le 8 janvier 1996, la communauté urbaine de Lyon notifiait un marché d'ingénierie avec le groupement solidaire de maîtrise d'oeuvre, monsieur Humbert David, architecte et la société OTRA, bureau d'études techniques. Le mandataire du groupement est Humbert David.

Ce marché, issu d'un concours pour la réalisation du boulevard urbain "est", compris entre l'autoroute A 43 et la rue du Dauphiné, a été attribué sur la base d'une esquisse et associé à l'estimation prévisionnelle des travaux de 53 377 756 F TTC confirmée par le titulaire.

Depuis la conclusion de ce marché, un certain nombre d'événements ont influé sur l'opération d'ensemble, à savoir :

- 1 - la mise en oeuvre du plan de déplacement urbain et l'intégration de la ligne de transport lourd en site propre (tramway) ont pour contrainte imprévue de supprimer le giratoire au profit d'un carrefour traditionnel ;
- 2 - la suppression de la contre-allée ouest due au rétrécissement d'emprise au profit du dépôt du tramway ;
- 3 - la réalisation de la bretelle directe en provenance de l'A 43 ouest, conformément aux conclusions de l'enquête d'utilité publique prise en compte lors de la séance du 29 septembre 1997.

Ces modifications ont pour conséquence la réadaptation de la conception pour tenir compte de ces événements majeurs et une nouvelle approche du dossier de consultation pour les travaux organisant une meilleure répartition des actions entreprises sur le site.

Nous avons sollicité du maître d'oeuvre une réactualisation de l'estimation prévisionnelle des travaux qui tienne compte des incidences décrites ci-dessus afin de ne pas pénaliser l'échéancier de lancement des travaux, d'une part, et le calendrier général de l'opération, d'autre part.

Ainsi, la nouvelle estimation prévisionnelle intègre les travaux complémentaires à réaliser pour la refonte du carrefour en remplacement du giratoire, l'appropriation et l'adaptation du délaissé ouest après suppression de la fonctionnalité de la contre-allée.

Cette estimation a été chiffrée à 55 128 975 F TTC.

Pour répondre à la demande du maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre présente une demande de rémunération complémentaire basée sur l'article 3.2 du CCAP, afin d'indemniser le surcoût des études engagées pour tenir compte des modifications du projet. Le montant de cette rémunération complémentaire, détaillée en annexe, est de 388 814,40 F TTC.

La commission permanente d'appel d'offres a donné un avis favorable et motivé le 3 août 1999.

Par ailleurs, les travaux à réaliser en liaison avec le domaine autoroutier concédé, qui ont été traités par le maître d'oeuvre dans les études d'avant-projet, devront être exécutés séparément en fonction des exigences de l'AREA en terme d'organisation et de sécurité propres aux contraintes de circulation autoroutière.

Ainsi, la maîtrise d'oeuvre de réalisation de cette partie des travaux initialement prévue en régie pourrait être confiée à la direction départementale de l'équipement, particulièrement performante en la matière, dans le cadre d'une convention à conclure ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu le marché d'ingénierie notifié à monsieur Humbert David, architecte et à la société OTRA, bureau d'études techniques le 8 janvier 1996 ;

Vu sa délibération en date du 29 septembre 1997 ;

Vu l'avis favorable et motivé de la commission permanente d'appel d'offres en date du 3 août 1999 ;

Vu l'article 3.2 du CCAP ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à :

a) - passer un avenant n° 1 au marché n° 950928 R de maîtrise d'oeuvre à conclure avec le groupement sus-désigné, conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAP pour une rémunération complémentaire arrêtée à la somme de 388 814,40 F,

b) - demander le concours de la direction départementale de l'équipement (DDE) pour les études et la direction des travaux en liaison avec le domaine autoroutier.

2° - Accepte la nouvelle estimation prévisionnelle des travaux portée à 55 128 975 F.

3° - La dépense de cette nouvelle rémunération, soit la somme de 388 814,40 F, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine pour la direction de la voirie - exercice 1999 - compte 231 510 - opération 0028.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,